

Direction Risques Industriels

Perpignan, le xx

Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales

Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERE BOURNET GYPSE

Chemin de la carrière
66220 Lesquerde

Références : 2022-163-PR

Code AIOT : 0006601423

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/09/2022 dans l'établissement CARRIERE BOURNET GYPSE implanté Camp d'En Carri 66220 LESQUERDE. L'inspection a été annoncée le 07/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 1 an.

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

Les thèmes retenus pour cette inspection sont :

- respect des dispositions prévues pour le changement d'exploitant ;
- réalisation de l'audit environnement tous les 3 ans ;
- contrôle des accès ;
- émissions de poussières
- thème national : gestion des déchets des industries extractives.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE BOURNET GYPSE
- Camp d'En Carri 66220 LESQUERDE
- Code AIOT : 0006601423
- Régime : Autorisation

La société Bournet Gypse exploite une carrière souterraine de Gypse ouverte de façon artisanale vers 1925. Le gypse était à l'origine extrait pour la fabrication du plâtre ; il est utilisé aujourd'hui essentiellement dans la fabrication du ciment dans lequel il joue un rôle de retardateur de prise. La production annuelle est de l'ordre de 50.000 tonnes.

Le mode d'exploitation est celui dit des « chambres et piliers abandonnés en étages superposés ». Sur la partie nord (par rapport à la RD19) il est prévu d'exploiter 10 niveaux et sur la partie sud il est prévu d'exploiter 6 niveaux.

Les matériaux sont extraits à l'aide d'explosifs, transportés par tombereau jusqu'à une installation de broyage située à proximité de l'entrée, dans les anciens travaux.

L'autorisation d'exploiter la carrière souterraine de gypse de LESQUERDE a été renouvelée pour 30 ans et étendue par arrêté préfectoral n°030-0001 du 30/01/18 qui constitue l'acte administratif de référence.

Le groupe Lafarge a acquis l'ensemble des parts de cette carrière au 31/08/2022, en suivant la dénomination sociale a été modifiée et est devenue « Bournet Gypse ».

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite de terrain a porté sur les installations suivantes :

- quartier nord par sondage ;
- zones devant être remblayées des anciens travaux par sondage ;
- installation de traitement ;
- niveau 270 du quartier sud en exploitation.

Cette visite n'a pas amené de constat supplémentaire

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire |
|----|--|--|
| 1 | Changement d'exploitant | Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.181-47, R.516-1 |
| 2 | Audit environnement | Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 9.3.3 |
| 4 | Emissions de poussières | Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 3.1.4 |
| 7 | Plan de gestion des déchets – nature et quantité | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis |
| 12 | Plan de gestion des déchets – surveillance | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire |
|----|--|---|
| 3 | Contrôle des Accès | Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 7.3.3 & 9.2.6 |
| 5 | Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I |
| 6 | Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 |
| 8 | Plan de gestion des déchets – nature et quantité | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis |
| 9 | Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis |
| 10 | Plan de gestion des déchets – traitement des déchets | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis |
| 11 | Plan de gestion des déchets – mesures de prévention | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis |
| 13 | Plan de gestion des déchets – remise en état | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, 5 faits susceptibles de suites ont été relevés. Ces faits sont récapitulés dans les fiches de constats figurant au § 2.4.

Les faits susceptibles de suites relevés qui n'engagent pas la sécurité et qui ne présentent pas un risque important pour la protection de l'environnement et qui peuvent être mis en conformité rapidement, conduisent l'inspection à proposer d'accorder à l'exploitant un délai de 30 jours pour apporter la démonstration de sa conformité aux prescriptions.

Au terme de ce délai, et à défaut d'éléments probants, l'inspection proposera de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de se mettre en conformité et transmettra le projet d'arrêté préfectoral correspondant.

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Changement d'exploitant

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.181-47, R.516-1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Art. R181-47 I. Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article. Art. R516-1 La demande d'autorisation de changement d'exploitant, à laquelle sont annexés les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution de garanties financières est adressée au préfet. Cette demande est instruite dans les formes prévues aux articles « R. 181-45 » et R. 512-46-22 |
| Constats : Le Groupe Lafarge Granulat a adressé au préfet le 08/09/2022 une demande de changement d'exploitant à laquelle était annexée la nouvelle garantie financière pour un montant de 351780 €, valable jusqu'au 30/01/2023. Cette somme correspond au montant de la 1ère phase quinquennale et la durée à l'aboutissement de cette 1ère phase (2018 → 2023). Le nouvel exploitant est la société BOURNET GYPSE dont le directeur général est Christophe CAMART. Le nouvel exploitant a prévu d'adresser l'extrait du Kbis dès qu'il sera disponible. |
| Écart à corriger : la demande de changement d'exploitant doit être complétée avec le document établissant les capacités techniques et financières, précisant en particulier la nouvelle organisation mise en place pour assurer le suivi de l'exploitation de cette carrière souterraine. Délai : 1 mois |
| Réponse de l'exploitant : |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Audit environnement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 9.3.3 |
| Thème(s) : Autre, Audits environnement |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation est périodiquement effectuée, à intervalles n'excédant pas 3 ans. [...] |
| Constats : Lors de la précédente inspection du 34/11/2021 il a été constaté que le dernier audit de vérification des prescriptions de l'arrêté date du 22/11/2018 soit tout juste 3 ans et l'exploitant a confirmé avoir programmé le renouvellement de l'audit début 2022. L'exploitant remet en séance un devis validé concernant la réalisation de l'audit. |
| Écart à corriger : L'audit des prescriptions applicables, prévu tous les 3 ans au minimum à l'article 9.3.3 de l'arrêté d'autorisation, doit être renouvelé. Délai : 1 mois |
| Réponse de l'exploitant : |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Contrôle des Accès

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 7.3.3 & 9.2.6 |
| Thème(s) : Autre, Contrôle des Accès |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Art.7.3.3 L'ensemble des ouvertures aux travaux souterrains sont fermés par des dispositifs suffisamment solides afin de prévenir toute intrusion humaine. Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir libre accès aux chantiers et aux installations. Durant les heures d'activité, l'accès sur la carrière sera contrôlé. En dehors des heures ouvrées, les accès seront fermés. Les accès sont régulièrement contrôlés. Art.9.2.6 Un suivi au minimum mensuel est mis en place pour contrôler le bon état des grilles de protection des orifices débouchant au jour. Les résultats du contrôle est reporté sur un registre tenu à disposition du service d'inspection. |
| Constats : L'exploitant confirme que le site comprend 7 orifices débouchant au jour, à savoir : <ul style="list-style-type: none">- l'entrée principale de la carrière (accès sud) ;- l'accès secondaire au niveau de la maison d'habitation (entrée nord) ;- l'arrivée d'air au niveau 300- le puits d'entrée d'air au niveau 290 ;- la sortie de secours sud ;- la sortie des eaux d'exhaure à proximité de l'entrée principale ;- l'ouverture en toiture au niveau de l'habitation. Ces orifices sont équipés de grilles et grillages. L'exploitant confirme que la clôture positionnée autour de l'ouverture en toiture au niveau des bureaux a été remise en état (clôture et panneaux) et que le grillage autour de l'entrée d'air a été renforcé. L'exploitant présente le registre mensuel de suivi. L'inspection a vérifié par sondage la présence de la clôture et de panneaux autour de l'ouverture en toiture, le renforcement de l'orifice d'aérage, la sortie de secours sud. L'exploitant confirme que le signalement des dangers va être renforcé notamment au niveau de l'ouverture en toiture ; un panneau au moins doit être visible en chaque point de la clôture. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Emissions de poussières

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 3.1.4 |
| Thème(s) : Autre, Emissions de poussières |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique, et ce même en période d'inactivité.</p> <p>Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières.</p> <p>Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.</p> <p>La conception des installations prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs.</p> <p>En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère.</p> <p>Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| Constats : <p>Lors de la précédente inspection il a été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none">• les opérations de traitement par concassage et la mise en stockage des matériaux sont recensées comme opérations entraînant des émissions de poussières ;• la hauteur de chute à la jetée du convoyeur amène d'importantes émissions de poussières ;• aucun dispositif n'est mis en œuvre pour limiter ces émissions de poussières. <p>L'exploitant confirme avoir équipé la jetée du convoyeur d'une bâche afin de réduire les émissions de poussières.</p> <p>Au cours de la visite l'inspection a constaté la présence de la bâche à la jetée du convoyeur. Ce dispositif apparaît insuffisant pour prévenir les émissions de poussières.</p> <p>L'exploitant précise que d'autres mesures sont à l'étude mais que la carrière n'est toutefois pas à l'origine d'émission dans l'environnement (à l'extérieur de la carrière).</p> |
| Écart à corriger : <p>L'exploitant doit pouvoir justifier le respect de l'ensemble des dispositions prévues à l'article 3.1.4 et en particulier disposer d'un document recensant les sources d'émission, précisant les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact et justifiant l'entretien des dispositifs de réduction.</p> <p>Délai : 1 mois</p> |
| Réponse de l'exploitant : |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I |
| Thème(s) : Risques chroniques, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement.[...] Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. |
| Constats : Les déchets inertes de la carrière correspondent aux extractions du gisement impropres à l'utilisation pour la fabrication du ciment. Ces déchets sont utilisés pour le réaménagement du site et en particulier pour le comblement de certaines parties de galerie prévues dans le plan de phasage et de remise en état. Le plan des zones à remblayer figure en annexe de l'arrêté. Les prescriptions de l'AM de 1994 relatives aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement ne sont pas applicables, les déchets inertes étant repositionnés dans les galeries afin de remise en état. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné. |
| Constats : Cf point de contrôle précédent ; les déchets inertes de la carrière correspondent aux extractions du gisement impropres à l'utilisation pour la fabrication du ciment stockées dans les galeries. Ce stockage ne répond pas à la définition d'une installation de catégorie A. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis |
| Thème(s) : Risques chroniques, Existence d'un PGD |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets « d'extraction » résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation [...] Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet |
| Constats : L'exploitant précise que : - le PGDE a été mis à jour lors de l'élaboration du dossier de demande de renouvellement en avril 2022. L'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation comprend un § (3.5.7 « Déchets Générés ») explicitant le mode de gestion des déchets, mais qui ne renvoie pas au PGDE ; - dans le cadre de l'action nationale 2022, le PGD est en cours de révision. La version « projet » du PGD est présentée en séance. |
| Écart à corriger : Le site doit disposer d'un plan de gestion des déchets dont la date de mise à jour doit être inférieure à 5 ans. Délai : 1 mois |
| Réponse de l'exploitant : |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis |
| Thème(s) : Risques chroniques, Cohérence PGD / terrain |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; |
| Constats : Les déchets générés sont les fractions minérales non commercialisables (stériles). Il s'agit de gypse dont la teneur en SO3 est inférieure à 30 % L'exploitant estime que globalement 10 % des matériaux extraits sont non commercialisables et donc considérés comme des stériles. A raison de 50 000 t/an de matériaux commercialisés, le tonnage de stériles représente environ 5 000 t soit un volume annuel généré de 2 200 m3. Sur 30 ans d'exploitation, 66 000 m3 de stériles à l'abattage sont attendus. S'agissant d'un déchet produit et utilisé pour la remise en état dans la carrière, il n'a pas été mis en place de registre de suivi des déchets. L'inspection a vérifié par sondage au cours de la visite que les zones en cours de remblayage sont bien comblées avec les déchets inertes du site. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis |
| Thème(s) : Risques chroniques, Cohérence PGD / terrain |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; |
| Constats : Le § 4.2 « Mise en sécurité des galerie » de l'étude d'impact précise les galeries devant être remblayées avec les stériles. Ces zones sont reportées sur un plan annexé à l'autorisation Cf point de contrôle précédent, l'inspection a vérifié par sondage le remblayage en cours sur les zones prévues. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 10 : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis |
| Thème(s) : Risques chroniques, Cohérence PGD / terrain |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; |
| Constats : Le § 3.5.7 « Déchets Générés » de l'étude d'impact précise les conditions d'exploitation de la carrière et les modalités de gestion des stériles. Les bruts d'abattage non commercialisables sont : - soit stockés sur place s'ils ne gênent pas la suite de l'exploitation en attente de réutilisation, - soit transportés au fond d'anciennes galeries en cul de sac qui ne feront plus l'objet d'une exploitation ou dans les anciens niveaux supérieurs (niveaux S296, S304-308) en attente de mise en œuvre pour la mise en sécurité, - soit utilisés pour limiter les accès au sein de la carrière aux seules galeries nécessaires. Ces stériles sont mis en œuvre au chargeur sur la hauteur de la galerie. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 11 : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis |
| Thème(s) : Risques chroniques, Cohérence PGD / terrain |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; |
| Constats : L'exploitant confirme que : - les stériles restant dans la carrière souterraine, ils ne sont pas susceptibles d'affecter l'environnement ; - le PGD en cours de mise à jour justifiera l'absence de risques pour les différents enjeux environnementaux identifiés. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 12 : Plan de gestion des déchets – surveillance

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis |
| Thème(s) : Risques chroniques, Cohérence PGD / terrain |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; |
| Constats : Le paragraphe 3.5.7 de l'étude d'impact n'évoque pas les procédures de contrôle et de surveillance des zones de stockage des stériles. |
| Écart à corriger : Le PGD doit être complété en indiquant les procédures de contrôle et de surveillance des zones remblayées. En particulier les conditions d'avancement du programme de remblayage et les modalités de mise en œuvre des matériaux au regard de l'objectif de mise en sécurité doivent être précisées (blocage en voûte notamment) Délai : 30 jours |
| Réponse de l'exploitant : |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 13 : Plan de gestion des déchets – remise en état

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis |
| Thème(s) : Risques chroniques, Cohérence PGD / terrain |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; |
| Constats : Le § 4.2 de l'étude d'impact précise les zones prévues pour le remblayage des galeries. Ce plan est annexé à l'arrêté d'autorisation. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |